



## Décision individuelle N° 2025-257

**Pétitionnaire** : Commune de Saint-Etienne-de-Tinée, représentée par son maire en exercice, Madame Colette FABRON  
**Adresse** : Mairie 1 place de l'Église 06660 Saint-Etienne-de-Tinée  
**Nature de la demande** : Travaux en cœur de Parc national ayant pour objet l'extension limitée d'équipements d'intérêt général ou leur mise aux normes  
**Intitulé du projet** : Confortement du passage du gué de Vens par construction d'un radier  
**Localisation** : passage du gué de Vens – Parcelles cadastrales OB3 n°74 – OA5 n°235 - commune de Saint- Etienne-de-Tinée

### La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L331-4, R331-18, R331-19, R331-67 et R331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 7,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2, 13 et 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19 du code de l'environnement,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 04 juin 2025,

**Considérant** la demande formulée en date du 12 mars 2025 par la commune de Saint-Etienne-de-Tinée, représentée par son maire en exercice, Madame Colette FABRON,

**Considérant** le mail en date du 06 juin 2025 envoyé par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Alpes- Maritimes à la commune de Saint Etienne de Tinée

**Considérant** la réponse formulée par la commune de Saint Etienne de Tinée en date du 09 juillet 2025 à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Alpes- Maritimes

**Considérant** que la demande porte sur le confortement du passage à gué du torrent de Vens sur la piste de l'Eau afin de pérenniser la viabilité de cet accès desservant plusieurs habitations et un captage d'eau alimentant une grande partie de la commune de Saint-Etienne-de-Tinée,

**Considérant** que le passage à gué de Vens consiste actuellement en un simple terrassement des matériaux du lit du cours d'eau, d'une pente amont-aval de 3 %,

**Considérant** que cette rupture de pente dans un torrent de pente moyenne de 22 % provoque le dépôt des matériaux charriés par le torrent et un engravement régulier du gué nécessitant des curages mécanisés récurrents particulièrement impactants pour le milieu,

**Considérant** que ce gué peut également être à l'origine d'une dérivation du cours d'eau vers la rive droite qui serait susceptible d'emporter la piste sur 50 ml,

**Considérant** que les travaux demandés consistent en la réalisation d'un radier en enrochement bétonné fortement rugueux équipé d'un ouvrage parafouille en aval sur toute la longueur du gué,

**Considérant** que cet ouvrage permettra de dissiper l'énergie du torrent, de ralentir les écoulements, d'éviter l'incision du lit en aval et ainsi de réduire l'incidence du gué sur les crues et le transport sédimentaire du torrent,

**Considérant** que ce nouvel ouvrage contribue de manière importante à la protection des terres, des infrastructures et de leurs usagers,

**Considérant** la nécessaire prise en compte des enjeux particuliers relatifs aux milieux naturels et à la flore sauvage terrestres sur la zone d'influence des travaux,

**Considérant** que les modalités de mise en œuvre des travaux doivent être encadrées de sorte à garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur,

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

La commune de Saint-Etienne-de-Tinée, représentée par son maire en exercice, Madame Colette FABRON, est autorisée aux conditions définies ci-après, à procéder à des travaux de confortement du passage à gué de Vens sur le territoire de la commune de Saint-Etienne-de-Tinée, parcelles cadastrales OB3 n°74 – OA5 n°235.

Les travaux consistent en la réalisation d'un radier en enrochement bétonné fortement rugueux équipé d'un ouvrage parafouille en aval sur toute la longueur du gué.

### **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Prescriptions relatives à l'organisation et au déroulement général du chantier

2.1. Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour à toutes les réunions de chantier, notamment à la réunion d'installation de chantier et à celle de recollement.

Contact :

Service territorial de la Tinée : 04.93.02.42.27, [st-tinee@mercantour-parcnational.fr](mailto:st-tinee@mercantour-parcnational.fr)

Chef de service : OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr) ; 06.14.06.26.85)

adjoint au chef de ST : TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr) ; 06.24.70.20.71)

2.2. A l'occasion de la réunion d'ouverture du chantier, les zones abritant des espèces végétales d'intérêt patrimonial et situées à proximité immédiate du chantier (zones de stockage des matériaux et accès au cours d'eau) sont mises en défens et préservées de toute intervention, piétinement, prélèvement ou dépôt de matériaux même temporaire (y compris pierres). Leur repérage préalable doit être effectué en présence d'un représentant du Parc national du Mercantour.

2.3. Tout balisage nécessaire aux travaux ou à l'approvisionnement du chantier doit être réalisé à l'aide de dispositifs visuels entièrement réversibles de type panneaux, filets de chantier ou rubalise ; dans ce cadre, l'usage de la peinture est proscrit.

Tous les dispositifs de balisage doivent être retirés en fin de chantier.

2.4. Le chantier et ses abords doivent être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Le stockage temporaire des matériaux et déchets en extérieur est réalisé de manière à éviter toute dégradation ou dispersion par l'homme, la faune sauvage ou les aléas météorologiques (pluie, vent, neige).

2.5. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus (canettes, mégots, papiers, emballages, résidus de décantation...) doit être intégralement collecté et évacué en-dehors du cœur de parc vers les installations de traitement autorisées. Tout brûlage est interdit.

2.6. S'ils sont nécessaires aux travaux, les engins de type bétonnière, compresseur et groupe électrogène sont équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué.

2.7. L'ensemble des engins, matériels et outils susceptibles de provoquer une pollution accidentelle (huile, liquides hydrauliques, hydrocarbure...) doit être en parfait état de fonctionnement et de propreté, l'étanchéité de tous les flexibles et éléments de moteur devant être assurée. Les engins sont équipés de bacs de rétention ou confinés et mis sur tapis absorbants lors des périodes d'inactivité.

Toutes les équipes disposent de kit anti-pollution et sont formées à leur utilisation.

2.8. Les ravitaillements en carburant sont positionnés le plus loin possible du lit majeur du torrent et mis en œuvre sur des espaces équipés d'un revêtement étanche, entièrement amovible.

Ce(s) revêtement(s) est (sont) retiré(s) en fin de chantier.

2.9. Aucun rejet polluant issu des engins de chantier ou des outils thermiques (huiles, adjuvants ou hydrocarbures) ne doit être déversé dans le milieu naturel lors du chantier.

2.10. En cas de rejet polluant, le chef du service territorial concerné du Parc national du Mercantour doit être immédiatement informé, la reprise du chantier étant assujettie à son accord écrit et à la mise en œuvre des modalités de dépollution décidées d'un commun accord.

#### • Prescriptions relatives à la gestion des déchets

2.11. Les déchets contenus dans les matériaux alluvionnaires déposés par la crue sont collectés et triés au fur et à mesure des terrassements.

Seuls les déchets inertes (type fragments de béton), bois et éléments métalliques encombrants peuvent être provisoirement stockés sur site jusqu'à la prestation de nettoyage complet du site en fin de chantier.

Les autres déchets de construction, notamment les gaines et débris de câbles, doivent être évacués au dernier jour ouvrable de chaque semaine travaillée.

2.12. Les eaux usées générées par l'éventuelle base vie sont intégralement collectées dans des containers étanches et systématiquement évacuées au dernier jour ouvrable de chaque semaine travaillée.

2.13. Les travaux de maçonnerie ou génie civil sont réalisés de telle sorte que les risques de ruissellement et projections soient réduits au maximum :

- mélanges réalisés dans des contenants étanches ;
- protections disposées au sol lors des transfert de contenants et de la pose, destinées à recueillir les projections ou surplus ;
- pose et séchage au sec, hors période de pluie ;
- lavage des engins et outils dans un dispositif permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans le cours d'eau ;
- évacuation des résidus secs de décantation en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée.

2.14. Tous les déchets de la vie courante du chantier, y compris déchets biodégradables, emballages des consommables, surplus et résidus de décantation des mortiers ou bétons, sont intégralement collectés et provisoirement stockés dans des conditions empêchant toute dispersion ou lessivage par les éléments naturels, la faune sauvage ou les éventuels autres usagers. Ils sont systématiquement évacués au dernier jour ouvrable de chaque semaine travaillée.

• Prescriptions relatives au busage provisoire du torrent de Vens et à sa remise en état

2.15. En aval de l'enrochement dissipateur d'énergie, durant la phase chantier, un géotextile est installé pour récupérer les résidus de béton et faciliter le nettoyage lors du repli de chantier. Le géotextile est retiré à la fin du chantier.

2.16. Le busage (buse souple) du lit vif du torrent de Vens, prévue en préalable des travaux est réalisée progressivement en présence du service du Parc national compétent territorialement :

- mise en eau progressive de la buse à 80 % du débit le jour J ;
- réalisation de pêches de sauvegarde sur le tronçon de lit vif partiellement asséché à J+1, par des opérateurs compétents pour réaliser une telle opération, jusqu'à capture de l'intégralité des poissons ;
- mise en eau de la buse annelée à 100 % du débit le jour J+1 ;
- la buse annelée est enlevée de l'amont vers l'aval.

2.17. La présente décision vaut autorisation de capture, détention et transport d'individus de poissons dans le cadre de ces travaux, sous l'entière responsabilité du bénéficiaire.

2.18. Les pêches de sauvegarde font l'objet d'un rapport d'intervention précisant les dates de réalisation des opérations, les coordonnées géographiques de leurs points amont et aval, l'identité et la qualité des opérateurs, le nombre d'individus par espèce (effectif), classes de taille et poids ainsi que leur destination (localisation des lieux de remise à l'eau).

Ce rapport doit être communiqué a minima, au Siège du Parc national du Mercantour, au service départemental de l'Office français de la biodiversité et à la Fédération départementale des AAPPMA avant la fin des travaux.

2.19. Le milieu est remis en état a minima, selon le mode opératoire suivant : décompactage / griffage des surfaces hors d'eau et compactées par le passage des engins et/ou le stockage temporaire des matériaux, sans déversement dans le milieu aquatique.

• Prescriptions relatives aux mesures d'évaluation des travaux

2.20. Un suivi des taux de MES et d'O<sub>2</sub> dissous doit être réalisé tout au long des travaux. Les valeurs d'alerte sont respectivement de 1 g/l de MES et 6 mg/l d'O<sub>2</sub> dissous.

En phase « normale », les mesures sont réalisées toutes les 4 heures. En phase « sensible » - assèchement de l'amont et installation des passages busés – la fréquence est réduite à une mesure toutes les 30 minutes.

2.21. Tout dépassement des valeurs d'alerte au cours de 2 mesures consécutives induit systématiquement et sans délai un arrêt des interventions sur la zone concernée par le responsable du chantier, jusqu'à ce que les valeurs reviennent à la normale.

2.22. L'ensemble des mesures MES et O<sub>2</sub> dissous est consigné dans un cahier de chantier mis à disposition des agents de contrôle. Ces mesures sont corrélées aux types d'interventions par zone et le cas échéant, aux mesures prises en cas de dépassement : type(s) de mesure(s), durée.

• Prescriptions relatives aux déblais-remblais

2.23. L'import de matériaux de remblaiement en provenance de l'extérieur du cœur est interdit.

2.24. Les matériaux de remblais sont exclusivement constitués des matériaux exempts de tout déchet et récupérés localement lors des fouilles pour les besoins exclusifs de ces travaux.

• Prescriptions relatives au radier en enrochements bétonnés et à l'ouvrage para fouille

2.25. Préalablement à tout coulage de béton, un confinement soigneux est réalisé afin d'éviter tout écoulement du ciment dans le milieu aquatique. Le béton utilisé a une faible plasticité pour éviter tout écoulement en dehors de la zone de radier. En fonction des conditions, des adjuvants peuvent être utilisés pour favoriser la prise du béton.

2.26. Un géotextile est installé pour récupérer les résidus de béton et faciliter le nettoyage lors du repli de chantier. Il est retiré en totalité en fin du chantier.

2.27. Les enrochements du para fouille sont bétonnés par l'arrière de manière à ce que le béton ne soit pas apparent.

2.28. L'introduction de blocs aux fins de constituer des enrochements est autorisée (la nature géologique de ces blocs doit préférentiellement se rapprocher du substrat local, à savoir du gneiss). L'utilisation de blocs issus du site est interdite.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée à compter du **1er août 2025 jusqu'au 30 septembre 2025 et le tout exclusivement sur les créneaux horaires diurnes.**

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur, notamment celles relatives à la loi sur l'eau et les milieux aquatiques.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 7 : Responsabilité**

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité des travaux.

## Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 10 juillet 2025

La directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour



**Sandrine GRANDFILS**

Copie :  
- service territorial Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.